

Conseil à couteaux tirés : l'Europe est-elle en train de lancer son sauvetage... ou son suicide ?

Le rejet du budget italien par la Commission européenne pourrait avoir des conséquences désastreuses pour la zone euro.

Avec Christophe Bouillaud

Avec Nicolas Goetzmann

Atlantico : Lors de sa traditionnelle intervention au Bundestag, précédent le Conseil européen, Angela Merkel a déclaré : "Chaque État de la zone euro est obligé de veiller à la stabilité et aux réformes nécessaires à sa compétitivité - et cela s'applique maintenant, en période de conjoncture économique favorable". Au même moment, la presse allemande révélait le rejet par la Commission européenne du budget italien présenté par la coalition entre Ligue et M5S. Comment comprendre cette prise de position dans le climat politique européen actuel ?

Christophe Bouillaud : Il s'agit sans doute pour Angela Merkel de bien réaffirmer la position traditionnelle des autorités allemandes, et d'envoyer une information claire aux autorités italiennes, au moment où s'engage le processus d'examen des budgets nationaux par la Commission européenne et l'Eurogroupe. Il n'est pas question à ce stade de la négociation entre partenaires européens de faire des entorses aux règles fixées dans les Traités successifs et encore moins à la doctrine ordo-libérale qui les justifie. Plus généralement, c'est une façon de bien rappeler que rien ne doit être remis en cause, alors que les autorités italiennes de leur côté, mais aussi les autorités espagnoles, semblent vouloir chacune à leur manière remettre en cause ce qui a été fait depuis 2010.

Nicolas Goetzmann : Nous sommes au lendemain d'élections en Bavière qui n'ont pas manqué de révéler un nouveau recul des alliés d'Angela Merkel, dans un contexte d'affaiblissement de la chancelière depuis plusieurs mois. Le discours d'Angela Merkel s'inscrit logiquement dans une forme de réponse interne en affirmant des choix consensuels dans la société allemande, en l'occurrence, la stabilité fiscale et budgétaire, et la responsabilité des États concernant leurs finances publiques. C'est un thème qui a été à l'origine de la création de l'AfD. Ce discours permet ainsi à Angela Merkel de reprendre le flambeau d'une ligne politique du "Nein" qui s'illustre avec le rejet du budget italien par la Commission européenne, en raison d'un budget 2019 qui présente un déficit de 2.4%. Si une certaine tolérance avait pu être imaginée pour éviter l'affrontement avec l'Italie, on voit que l'Union européenne, au travers de l'Allemagne, vient d'affirmer sa "philosophie", celle du respect des règles, non pas en raison de leur pertinence économique (qui doit être discutée) mais pour le respect des règles elles-mêmes.

Dès cette annonce, l'agence Reuters a pu rappeler que les agences de notation Moody's et S&P s'apprêtaient à se pencher sur le cas italien au courant de ce mois, tout en rappelant la possibilité que ces dernières pourraient dégrader la note de l'Italie en raison du rejet du budget par la Commission. C'est-à-dire que l'ensemble des ingrédients nécessaires à la formation d'une nouvelle crise européenne sont présents, à l'exception du fait que nous ne parlons plus de la Grèce, mais bien de l'Italie dont le poids économique est suffisant pour faire basculer l'ensemble européen dans le rouge.

On peut très bien comprendre la volonté de s'opposer politiquement à la coalition Salvini-Di Maio, mais il est impossible de faire l'impasse sur les fondements économiques de leur victoire. La richesse par habitant n'a pas connu la moindre progression en Italie depuis 20 ans, c'est-à-dire depuis la création de l'euro. Face à un tel constat, soit on choisit une vision de déni qui consiste à penser que l'Italie est un pays arriéré économiquement, qui n'a pas fait les bonnes réformes, ou qu'il s'agit d'un panier percé en termes de finances publiques, soit on veut bien reconnaître que la façon dont est gérée l'euro depuis 2008 a été un nœud coulissant pour le pays. Il est à ce titre tout à fait extraordinaire de constater qu'une position qualifiée curieusement de "libérale" consisterait à soutenir cette première version d'une Italie "en retard" alors que des personnalités qui incarneraient le libéralisme sous sa forme la plus "cruelle", comme le seraient les représentants de la banque Goldman-Sachs, disent le contraire. C'est ainsi que Jim O'Neill, ancien de la banque américaine, et ancien secrétaire commercial au Trésor du Royaume-Uni soulignait dans une tribune publiée ce 17 octobre, la caractéristique illusoire de traiter le problème italien par la voie fiscale, alors que le problème principal est celui de la croissance, qui relève de la politique monétaire européenne. L'Europe est parvenue à s'enfermer dans une vision économique qui n'a plus rien d'économique, faite de règles dont les bases n'ont plus d'autre sens que moral ou politique, et dont les résultats sont proches du désastre intégral. Il suffit de comparer le différentiel de taux de croissance ou de taux de chômage post-crise avec les Etats-Unis pour comprendre que l'Europe est dans l'erreur. Angela Merkel vient de confirmer que nous allons persister dans celle-ci, ce qui viendra alimenter les mouvements populistes contre lesquels elle pense encore former, avec Emmanuel Macron, un rempart.

Quelles sont les conséquences de cette prise de position concernant l'avenir de l'Europe ?

Christophe Bouillaud : Cela peut être inquiétant aussi bien à très court terme qu'à moyen terme.

A très court terme, ce genre de position pour le maintien du statu quo et pour le respect le plus formel possible des règles en vigueur (en tout cas pour les pays en déficit) pourrait déboucher sur une nouvelle crise de la zone Euro, avec le gouvernement italien M5S/Ligue de 2018 prenant la place du gouvernement grec Syriza/Grecs indépendants de 2015. Le risque est alors que le gouvernement italien n'accepte pas ce rôle de perdant obligé d'accepter les diktats européens, et qu'il soit contraint d'écrire un autre scénario. En quelque sorte, avec ce genre de déclarations, Merkel pousse le gouvernement italien à adopter un « plan B » à la Mélenchon de désobéissance à l'Union européenne, alors que, probablement, le gouvernement italien veut simplement faire sans excès ce qu'il croit bon pour l'Italie, expérience faite des décennies d'austérité, sans vouloir tout casser en Europe par un budget totalement fantaisiste. Il est intéressant de ce point de vue de faire remarquer que M. Salvini fixe l'échéance des élections européennes du printemps prochain pour tout changer en Europe. Il croit qu'avec l'officialisation d'un rapport de force plus favorable à son camp souverainiste au sens large lors de ces élections, une discussion sérieuse pourra enfin s'engager.

A moyen terme, il faudra bien trouver un moyen de relancer les économies de la zone Euro autres que l'Allemagne, sur le plan industriel en particulier. On ne peut pas avoir pour l'éternité une zone Euro où toute la production de richesses se concentrerait au sud de l'Allemagne (et dans ses dépendances hors zone Euro, comme la République tchèque). Or une ré-industrialisation du reste de la zone Euro suppose d'évidence une autre stratégie que celle actuellement adoptée. C'est à force plutôt absurde de répéter à longueur de discours le mantra de la compétitivité et des réformes sans voir qu'un pays comme l'Italie n'a, selon les critères européens, et en raison de son endettement, pas les moyens financiers de faire grand-chose pour améliorer sa productivité (éducation, infrastructures, R&D, etc.). Pour prendre une analogie, c'est un peu comme si on disait à un chômeur qu'il doit absolument faire une formation pour trouver du travail, tout en lui rappelant chaque jour que, comme il est surendetté du fait de son chômage, il ne doit surtout pas s'endetter plus pour payer la dite formation salvatrice. Or, pour l'instant, même s'il existe bien sûr les fonds structurels européens, on est vraiment très loin d'avoir pensé et mis en place un mécanisme de remontée de la compétitivité au sein de la zone Euro. Il supposerait de tels montants pour l'Italie qu'on cale. On se contente de souligner les fautes des Italiens, et le déclin de la compétitivité italienne dès les années 1970. Cela n'aide pas beaucoup. Et à la fin de tout cela, on se retrouve avec un récent sondage Eurobaromètre ce sont les Italiens les citoyens européens les moins prêts à voter pour le maintien de leur pays dans l'UE.

Au total, si les dirigeants allemands ne veulent pas du tout bouger, ils augmentent les risques qu'un rien puisse faire basculer la situation dans la crise qui emportera tout l'édifice.

Nicolas Goetzmann : Si les oppositions politiques pourraient s'atténuer au lendemain des élections européennes, qui auront tendance à les exacerber, il paraît tout de même peu imaginable de voir les européens admettre les erreurs commises concernant la philosophie économique qui construit le continent depuis les années 80. Les électeurs allemands ne veulent pas entendre parler de plus de "solidarité", ce qui serait le signal pour eux que le projet est de payer pour les autres. Ne parlons même pas d'une refonte de la politique monétaire européenne. Le scénario encore le plus probable est celui d'une stagnation continue jusqu'à ce qu'une crise éclate, soit provenant de l'Italie à court – moyen terme, soit à plus long terme par le biais d'un affaiblissement de l'industrie allemande consécutif à une négociation commerciale défavorable avec Donald Trump. Aussi longtemps que les pays du Nord de l'Europe rejettent la nécessité de construire l'avenir européen sur un marché domestique fort (comme cela est le cas aux Etats-Unis grâce à une Banque centrale qui soutient la demande intérieure de façon optimale), l'Europe continuera dans sa tendance de sous performance. Le discours d'Angela Merkel ne fait finalement qu'enfoncer le clou de la continuation d'une stratégie perdante, qui est en réalité identique à celle défendue par Emmanuel Macron. Une crise sera l'occasion - pour l'Europe - soit de rectifier le tir, soit de disparaître, soit de continuer comme avant, mais il paraît alors peu probable de conserver l'idée de démocratie dans cette dernière hypothèse.

Angela Merkel a également pu déclarer "Il est particulièrement important pour moi que ce sommet envoie un signal en faveur de la coopération multilatérale" en référence au Conseil européen mais également au 12ème sommet du dialogue Europe Asie (ASEM) qui se tiendra dès ce jeudi 18 octobre en présence d'Emmanuel Macron. Ne peut-on pas voir ici une affirmation des positions d'Angela Merkel, la rapprochant de celles d'Emmanuel Macron, après une période de flottement consécutive aux élections générales allemandes de 2017 ?

Christophe Bouillaud : Heureusement, au moins sur ce point, il ne me semble pas y avoir trop de désaccords entre Européens. Tous les pays membres de l'UE sont plutôt sur cette position d'A. Merkel : le refus du protectionnisme commercial, en particulier, reste un point d'accord. Les gouvernements allemand, italien et français peuvent avoir leurs querelles, mais ils croient tous aux vertus du libre-échange pourvu que ce soit leur pays qui exporte ! Après, il y a sans doute des gouvernements européens qui voudront ne pas trop fâcher D. Trump en s'opposant ouvertement à ses visées. Et il y a le problème posé par les sanctions commerciales contre la Russie.

Nicolas Goetzmann : Au lendemain de la victoire de Donald Trump, Barack Obama avait rencontré Angela Merkel pour, en quelque sorte, lui passer le flambeau du "monde libre". Par la suite, l'Allemagne avait pu se rapprocher des positions chinoises concernant la défense du libre échange et du multilatéralisme. Nous avons ainsi un duo incarné par Berlin et Pékin pour représenter le monde libre. Évidemment, cette idée ne pouvait pas être soutenue sérieusement. Mais c'est malgré tout ce que vont essayer de faire les dirigeants européens lors de ce sommet. Du côté opposé, nous avons un Donald Trump qui continue de marcher sur l'eau du point de vue économique avec un taux de chômage de 3.7%, soit son taux le plus bas depuis la fin des années 60; et qui accumule les accords commerciaux en sa faveur, que cela soit le Mexique, le Canada, et peut-être bientôt la Chine. La prochaine cible sera l'Europe, qui n'a rien trouvé de mieux que de faire de faire gonfler son excédent commercial vis-à-vis des Etats-Unis de 20% depuis l'année passée (entre janvier et août 2017 et la même période 2018). L'Allemagne est donc en ligne de mire, et il n'est pas étonnant de voir Angela Merkel prôner le multilatéralisme dans ces conditions. Une vision qui est également défendue par Emmanuel Macron, alors que la France aurait en réalité intérêt à ce que l'Europe corrige ses déséquilibres. La France est autant, voir plus, la victime des déséquilibres commerciaux allemands, que les États Unis, mais le pays a choisi de se ranger aux côtés de Berlin sur ce dossier. Effectivement, la ligne traditionnelle allemande s'est réaffirmée par le biais des propos d'Angela Merkel. Les causes des difficultés économique des classes populaires et moyennes européennes n'ont toujours pas été prises en compte.